

# Le Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre au Guatemala



1999-01-08

*John Eberlee*

[Légende : Visages du Guatemala.]

En janvier 1997, après des décennies de combats sanglants, la signature d'un accord de paix entre le gouvernement et les forces de la guérilla allait enfin permettre au Guatemala d'envisager un avenir meilleur. Quelques jours plus tard, après des mois de préparation mettant à contribution de nombreux intervenants, le vice-président de la République ainsi que des représentants du gouvernement, d'organisations internationales, de centres de recherche et d'autres organismes-clés lançaient officiellement le [Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre](#) (PRSDG), programme mondial devant s'échelonner sur 15 mois et visant à aider les sociétés ravagées par la guerre à se remettre sur pied.

*Plus de 35 ans de conflits ont affligé le Guatemala, avec les pertes, la terreur, la diminution du niveau de vie et la disparition de la valeur accordée à la dignité humaine que cela comporte, souligne un rapport du PRSDG. Le respect de la loi, la sécurité et la confiance dans les institutions publiques et les représentants officiels ont été minés et sont encore sérieusement remis en question.*

## Une initiative conjointe

C'est ce genre de réalités qui a inspiré la création, à Genève en 1994, du Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre. Initiative conjointe de l'Institut de recherche des [Nations Unies pour le développement social](#) (IRNUDS) et du Programme d'études stratégiques et de sécurité internationale de l'[Institut universitaire de hautes études internationales de Genève](#), le PRSDG a vu le jour grâce à l'aide financière du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et de 27 autres donateurs.

Selon [Matthias Stiefel](#), directeur du PRSDG, le projet avait pour objectif *non seulement d'aider les sociétés au sortir de conflits sociaux et politiques majeurs à déterminer [...] les domaines qui devraient en priorité faire l'objet de politiques, mais aussi d'examiner comment la communauté internationale pourrait leur venir en aide plus efficacement*. Plus précisément, il s'agissait de consigner les expériences du pays en matière de reconstruction de la paix, d'en faire l'analyse dans

le cadre d'un projet de recherche participative, d'en tirer des enseignements et de formuler des recommandations pour l'élaboration de politiques. Qui plus est, le projet voulait fournir une tribune neutre où les organismes habituellement exclus des discussions pourraient prendre part de façon constructive aux débats publics.

### **Une tribune populaire**

Il existait déjà plusieurs forums de discussion au Guatemala, mais *ils servaient surtout de plateformes où les instances politiques et sociales faisaient connaître leur position*, explique le rapport du PRSDG. *Ces tribunes, habituellement de courte durée (une journée ou un après-midi), n'ont pas assuré la continuité nécessaire au dialogue pouvant mener au consensus.*

*Le PRSDG, en revanche, a fourni une tribune qui est rapidement devenue la forme privilégiée de consultation sur les questions relatives à la reconstruction d'après-guerre*, lit-on encore dans le rapport. *Un des participants a souligné qu'il s'agissait du premier projet de ce genre qui se termine sans que personne ne s'en soit retiré.*

### **Les réticences initiales**

Le projet n'a pas été sans susciter des réticences. Au début, les sceptiques le percevaient comme *un complot pour forcer les Guatémaltèques à accepter le processus de paix coûte que coûte*, affirme Bernardo Arévalo de León, conseiller spécial du directeur du PRSDG pour le Guatemala, Edelberto Torres Rivas. Avec le temps, les participants se sont rendu compte qu'il n'y avait aucune intention cachée.

Dans les mois qui ont précédé la signature de l'accord de paix, l'équipe du PRSDG a rédigé une *note sur le pays décrivant les défis auxquels le Guatemala doit faire face dans la période d'après-guerre et recommandant les mesures prioritaires à prendre en matière de politique*. Ce document, à la rédaction duquel ont participé *des intervenants nationaux et internationaux lors de plus de 100 réunions*, a ouvert la voie aux travaux susceptibles de favoriser le consensus. Cette note portait sur les cinq principaux domaines devant présider à la reconstruction : la modernisation et le renforcement de l'État; le développement économique et social; l'administration de la justice et la sécurité publique; la reconnaissance du caractère multiculturel de la société; et la coopération internationale.

### **Des groupes de travail**

Après la publication de la note en janvier 1997, l'équipe du PRSDG a formé cinq groupes de travail chargés d'effectuer une recherche collective en vue de créer un consensus sur des recommandations de principe concrètes. Dans les mois qui ont suivi, les groupes de travail ont préparé des rapports sur la décentralisation des prises de décisions, la sécurité publique et la participation des citoyens, la politique fiscale, le développement rural, et les droits des populations indigènes. Ces rapports ont servi de documentation lors de divers événements, dont dix ateliers de deux jours tenus dans des collectivités à l'extérieur de la métropole.

*Ces ateliers ont révélé qu'en règle générale les institutions politiques du Guatemala, centralisées, perdent de vue la diversité des situations locales. Les politiques publiques présentent une homogénéité qui n'existe pas; elles manquent donc de la souplesse nécessaire pour se conformer aux multiples nuances de la réalité sociale*, souligne le rapport.

## Les réalisations

Entre autres réalisations, l'équipe du PRSDG pour le Guatemala a montré que la création d'un consensus peut grandement améliorer la durabilité des politiques sociales, en en faisant la propriété non seulement du gouvernement mais encore d'une vaste gamme de groupes de toutes les couches de la société civile.

*John Eberlee est chef de pupitre du magazine Explore. (Photo : CRDI)*

---

## Renseignements :

**Matthias Stiefel**, directeur, Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; tél. : (41-22) 788-8645; télec. : (41-22) 788-8321 ou 740-0791

**Necla Tschirgi**, agente de programme principale, [Initiative de programme Consolidation de la paix et reconstruction](#), Centre de recherches pour le développement international, BP 8500, Ottawa (Ontario) K1G 3H9, Canada; tél. : (613) 236-6163, poste 2318; courriel : [ntschirgi@idrc.ca](mailto:ntschirgi@idrc.ca)

---

## Des liens à explorer...

Encadré : [La promotion de la démocratisation au Guatemala](#).

---

[De nouvelles approches de la gestion des conflits sur les ressources naturelles](#), par John Eberlee.

[Les fruits du Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre](#), par Kelly Cryderman.

[Les projets de développement : source de paix ou de conflits ?](#), par Keane Shore.

[Reconstruction des sociétés déchirées par la guerre](#), par Jennifer Pepall.

---

[From Defence to Development: Redirecting Military Resources in South Africa](#) ( en anglais ).

[Les missions de paix et le Canada : Enseignements des conflits au Nicaragua, au Cambodge et en Somalie](#).

[Initiative de programme Consolidation de la paix et reconstruction](#).